

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°67- Mai 2012

La liberté de Chen Guangcheng, «les énormes progrès de la Chine en matière des Droits de l'Homme» (Renmin ribao, 28 mai) et les tensions frontalières.

Chen Guangcheng aux États-Unis, enfin sorti de sept ans d'un double régime carcéral : en prison d'abord, à son domicile ensuite. La nouvelle a été bien accueillie sur l'Internet où ses nombreux amis s'affligeaient de son sort depuis des années. Mais avec des regrets aussi et bien des interrogations : «La Chine peut tolérer la corruption et la tromperie mais elle ne supporte pas un individu droit de caractère et bienveillant». «Le combattant est parti ; il a obtenu la liberté mais la Chine reste elle-même ; dois-je être heureux ou triste ?». Des cybernautes craignent qu'il ne puisse guère s'exprimer, de peur des représailles qui menacent dès aujourd'hui ses parents restés en Chine : son neveu Chen Kegui, maintenant accusé de tentative d'homicide pour avoir brandi un couteau alors que l'on envahissait de nuit son appartement ; son frère, assigné à résidence et battu, qui a échappé à ses surveillants pour se rendre dans la capitale.

Du côté du pouvoir, on s'efforce de masquer l'affront. Officiellement, tout est très normal : la Chine a gentiment laissé Chen partir pour étudier à l'étranger comme pourrait le faire «n'importe quel citoyen chinois». Mais tout le monde a compris qu'il avait arraché l'asile politique car le pouvoir n'aurait pu longtemps accepter sur le territoire ce critique indomptable du régime, avec la liberté qu'il avait fallu promettre au côté américain. Le pouvoir énervé a voulu clore les débats. La censure a sans délai bloqué les mots «sensibles» sur l'Internet tels que «CGC» (les initiales), «blind man», «Chaoyang hospital» (où Chen était soigné), «US/embassy», «Garry Locke hospital» (Garry Locke est l'ambassadeur américain de Beijing) etc.

Beijing essaie de minimiser l'affaire. Chen Guangcheng serait une personnalité sans envergure qui se serait cru de stature internationale à cause d'une propagande orchestrée de l'étranger. Mais Chen

n'est pas un petit personnage : dès 2002, le New York Times faisait une de ses couvertures sur «l'avocat aux pieds nus» et en 2006, Time Magazine le plaçait sur la liste des cent personnes les plus influentes au monde. L'année dernière encore, Mme Clinton avait lancé un appel en sa faveur. En Chine, son sort cruel avait touché des millions de cybernautes et beaucoup d'entre eux avaient essayé de se rendre à son village pour lui exprimer leur solidarité.

Comment croire la Chine quand elle s'affirme un État de droit qui a fait d'énormes progrès au sujet des droits de l'homme ? L'assignation à résidence de Chen Guangcheng, de son épouse et de sa fille ou celle de son frère n'avaient aucun fondement dans le droit chinois. Elles étaient pourtant connues de tous et assurées par un cordon de policiers. Comment croire qu'une administration, qui sait repérer dans le fond des ordinateurs le moindre mot «sensible», ignorait que la loi se violait sur grande échelle dans l'agglomération de Linyi, en pleine province du Shandong ?

Il ne sert à rien de feindre l'ignorance. Aujourd'hui encore, de telles violations ouvertes du droit par l'assignation à résidence sont fréquentes. À Shanghai, avec l'économiste Feng Zhenghu, pour lequel ses amis ont entamé de multiples démarches à tous les échelons possibles du pouvoir. Ou à Beijing, avec Liu Xia, l'épouse du Prix Nobel emprisonné Liu Xiaobo, coupée du monde depuis octobre 2010. Une enquête - qui ne se prétend pas exhaustive - a dénombré cent soixante-trois cas d'assignation à résidence en 2011. Les délateurs, si nombreux lorsqu'il s'agit de repérer les démocrates, manquent si l'on recherche les excès policiers.

La polémique et la dérision envers le pouvoir ont pris un nouveau tour, à l'occasion du lancement en

bourse de Facebook. Son promoteur américain avait déclaré devant les Services financiers que son logiciel avait des difficultés d'accès dans quatre pays, la Syrie, l'Iran, la Chine et la Corée (Korea) du Nord ; les blogueurs notent donc que leur pays fait partie maintenant, non seulement des BRICKS, mais aussi de l'honorable groupe des SICK (les «malades»). Très peu de temps après son apparition, le terme sick est devenu un mot «sensible», déclenchant lui aussi le blocage de la consultation sur la toile. Le ridicule ne tue pas les êtres humains mais, parfois peut-être, il sape les régimes.

Affectées par le départ de Chen Guangcheng et de sa famille, comme déjà en février par l'arrivée précipitée du n°2 de Chongqing au consulat américain de Chengdu, les relations sino-américaines sont aussi troublées – mais indirectement - par l'effervescence militaro-diplomatiques en Mer de Chine. La Chine se sait plus forte que ses voisins et leur fait savoir mais elle ne pèserait pas lourd en mer devant la marine américaine si celle-ci venait protéger les Philippines.

Elle fait mine de s'en moquer et d'oser jouer avec le feu. L'arrivée d'un sous-marin nucléaire américain à SubicBay n'est pas impressionnante, assure-t-elle : au moment où ils se retirent de l'Afghanistan, les États-Unis ne vont pas affronter la Chine, beaucoup plus puissante, et leur inertie montrera le vide de leurs engagements militaires envers les autres pays de la région, Japon et Corée du Sud notamment. Ils perdraient donc la face. (Centre d'Information Internet de Chine, 18 mai)

Prétendant être libre de ses mouvements, elle menace le régime philippin (Global Times, 9 mai) : «Ce serait un miracle que ça ne débouche pas sur une épreuve de force». Elle répète : notre patience ne doit pas être prise pour de la faiblesse. «Il faut donner une leçon claire aux Philippines». Mais le jeu est périlleux : il s'agit d'intimider sans provoquer de riposte.

Avec le Vietnam, prudence aussi car les conséquences d'un conflit sont imprévisibles : la Chine crie aux prétentions insensées sur des territoires qui lui appartiendraient depuis la nuit des temps mais elle ouvre le 23 mai à Hanoi des discussions sur les zones de pêche dans le golfe frontalier de Beibu.

La situation n'est pas plus calme plus au Nord, avec le Japon, allié privilégié des États-Unis. A côté du vieux conflit sur les Diaoyutai (Senkaku), la Chine revendique maintenant l'atoll Okinotori, que le Japon rattache à sa zone économique exclusive. Et même avec la Corée du Nord, dont la marine – ou des gangsters liés à la triade chinoise - a capturé le 8 mai 28 pêcheurs en demandant une rançon. Ils ont subi de mauvais traitements avant d'être relâchés le 21 mai mais l'épisode a fortement irrité l'opinion chinoise qui se demande quelle attitude prendre envers un voisin aussi incontrôlable.

La situation n'est pas non plus au beau fixe avec l'Inde : son ministre de la Défense accusait récemment les troupes chinoises d'avoir franchi la frontière indienne plus de cinq cents fois en deux ans et demi, (ce que Beijing a nié le 18 mai). Bref, la Chine se trouve avoir des problèmes avec tous ses voisins, comme s'ils s'entendaient pour faire pièce à son expansion extérieure et elle crie d'autant plus fort qu'à l'intérieur du territoire, l'opinion s'inquiète et s'agite.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.....	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse	4
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	6
Condition ouvrière. Conflits du travail. Élections syndicales.....	7
Conflits de masse. Environnement. Évictions foncières	8
Minorités ethniques	9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
HongKong - Macao	10
Hors du territoire	10
Informations diverses	11
Bibliographie	12
Sources d'information	12
Militants du mouvement de 1989 actuellement en détention ou détenus en 2011-2012	13
Appel à coopération bénévole du groupe Chine	15

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

28 mai

Entrée en vigueur des nouvelles règles fixées par le site de microblog Sina Weibo.

L'article 15 proscrit notamment de : répandre des rumeurs, nuire à l'unité de la nation et celle de son territoire, mettre en danger la sécurité nationale, porter atteinte à l'honneur du pays, perturber l'ordre social, troubler la stabilité du pays.. L'article 16 interdit la diffusion de fausses informations. Les mots codés pour échapper à la censure, mais qui permettent de désigner indirectement un dirigeant ou un événement, sont également interdits. Les définitions sont suffisamment larges pour permettre à peu près tout.

De nombreux sites ont déjà été fermés pour ces motifs. Mais la nouveauté vient des sanctions ; elles consistent à retirer des points sur les quatre-vingts octroyés lors de l'inscription. On est averti si les points sont moins de soixante. S'il n'en reste plus, le compte sera fermé. (C.PJ., R.S.F., 29 mai)

9 mai

Plusieurs fermetures récentes de blogs, à la suite d'articles commentant la destitution de Bo Xilai, le chef du parti à Chongqing, ou encore la fuite de Chen Guangcheng vers les États-Unis. Quelques-uns d'entre eux étaient lus par des centaines de milliers, voire des millions de cybernautes. Citons ceux de Wang Xiaoshan, du professeur He Bing, des journalistes Yang Haipeng et Shen Yachuan, de l'écrivain Hao Qun (alias Murong Xuecun). (*South China Morning Post*, 9 mai)

8 mai

Non renouvellement de visa pour la correspondante de la chaîne Al Jazeera Melissa Chan. Depuis 2007, elle avait envoyé de nombreux articles sur la politique intérieure, la justice sociale et les violations des droits de l'homme. Commentant la décision, le porte-parole des Affaires étrangères a expliqué que les journalistes devaient «se conformer aux lois et aux règlements de la Chine». La chaîne n'est pas autorisée à remplacer la journaliste. Elle cesse ses activités en Chine.

Al Jazeera avait publié en novembre un article sur les camps de rééducation par le travail où les autorités maintiennent plusieurs millions d'individus dans un état de semi-esclavage, article qui avait fortement déplu aux autorités mais à la rédaction duquel la journaliste n'avait pris aucune part. Elle avait en revanche parlé des prisons clandestines où sont reclus les pétitionnaires.

Les microbloggeurs font remarquer qu'Al Jazeera a dû partir de la Tunisie de Ben Ali, de l'Egypte de Moubarak, du Yémen d'Ali Saleh, de la Libye de Khadafi et de la Syrie d'Al Bashir, ce qui n'est pas de bon augure pour la Chine. (Al Jazeera, 11 mai ; différents messages weibo ; *South China Morning Post*, 9 mai)

27 avril

Annonce d'une campagne de trois mois pour lutter contre la production et la distribution de «publications illégales» et contre les propagandes relevant «du terrorisme, de l'extrémisme et du séparatisme». Il s'agit de veiller à la «sécurité idéologique» et à la «stabilité nationale». (Xinhua, 27 avril)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

28 mai

Sortie de prison avec onze ans de détention d'un dissident injustement méconnu du Sichuan, Hu Mingjun. Il demandait instamment dans ses écrits la «révision des verdicts» au sujet de mai 1989, ce qui avait provoqué son arrestation en mai 2001 et sa condamnation un an plus tard pour «subversion du pouvoir d'État». Il avait aussi tenté de créer un parti et de former un mouvement ouvrier. (Centre d'Information sur les Droits de l'Homme et la Démocratie, 28 mai)

25
ou
26 mai

Le père d'un étudiant mort dans la fusillade du 3 juin 1989 à Beijing s'est pendu deux semaines avant la commémoration du massacre. Ya Weilin (73 ans), apparemment découragé par le silence constant des autorités qui se refusent à reconnaître la tragédie, était membre de l'association Les mères de Tiananmen. Il a été incinéré le 27 mai. (*South China Morning Post*, 28 mai)

- 27 mai** **L'économiste et militant des droits civiques Feng Zhenghu est depuis trois mois assigné à résidence à Shanghai sans justification légale** et soumis à un régime voisin de celui de Chen Guangcheng. Il n'est pas autorisé à sortir faire des achats et s'approvisionne par un panier au bout d'une corde ; il a perdu ses liaisons par l'Internet et ne peut rencontrer ses amis. Ceux d'entre eux qui ont voulu le rencontrer ou lui apporter de la nourriture ont été appréhendés par la police. Un des signataires de la Charte 08, Feng Zhenghu s'est rendu célèbre pour s'être obstiné pendant trois mois à vivre dans l'aéroport de Narita (Tokyo) alors que la Chine lui refusait l'entrée sur le territoire. Depuis son retour en février 2010, il a souffert d'un harcèlement policier incessant, avec détention temporaire, disparition forcée, confiscation de treize ordinateurs et déplacements obligatoires accompagnés. Il avait été condamné à trois ans de prison en 2001. (C.H.R.D., 24 mai)
- 22 mai** **Procès à huis-clos de Cao Haibo**, propriétaire d'un cybercafé du Yunnan accusé d'«incitation à la subversion du pouvoir d'Etat». Le site Internet de Cao défendait les valeurs de la démocratie. Le tribunal de Kunming n'a pas rendu son verdict. La famille n'a pu assister au procès parce que sont en jeux des «secrets d'État» ; son épouse n'a pu le rencontrer que cinq minutes depuis son arrestation en octobre 2011. La police avait alors confisqué ses téléphones et ses ordinateurs ainsi que d'autres équipements électroniques. (C.H.R.D., 22 mai)
- 19 mai** **Le militant des droits civiques Chen Guangcheng est arrivé avec sa famille à New-York, où il sera accueilli par l'Université de la ville.** Il avait échappé le 22 avril à la surveillance de ses gardiens dans son village de Dongshigu, s'était réfugié à l'ambassade américaine pendant six jours et, depuis le 2 mai, était hospitalisé dans la capitale. Selon certaines sources, les autorités chinoises auraient précipité son départ pour qu'il ne coïncide pas avec l'anniversaire du massacre du 4 juin 1989. Elles continuent d'exercer des pressions à son encontre, en laissant peser des menaces sur sa famille (voir ci-dessous). (Kyodo, 20 mai)
- 19 mai** **Arrestation à Shanghai de quatre cents pétitionnaires aux abords du Centre international des Congrès** où se tient le Congrès municipal du P.C.C. (18-22 mai). Le lendemain, les mises en détention ont compté cinq cents personnes ; le surlendemain, plusieurs centaines. (64tianwang, 19 mai ; Boxun, 21 mai ; R.F.A., 21 mai)
- 18 mai** **Le pétitionnaire du Guangdong He Shaoyan est détenu depuis le 6 mars dans une prison clandestine.** Il défend depuis des années les intérêts des villageois des alentours de Shaoguan qui demandent l'indemnisation de terrains réquisitionnés par une municipalité jugée corrompue. Il a été incarcéré à plusieurs reprises. Les autorités ont confisqué sa carte d'identité en 2010. (Weiquanwang, 18 mai)
- 16 mai** **La pétitionnaire de Nanning (Guangxi) Quan Lianzhao, envoyée le 25 décembre 2011 en camp de rééducation pour** «trouble sérieux de l'ordre sur la place Tiananmen et trouble de l'ordre public et social à Zhongnanhai et autres lieux» est sortie du camp pour raisons médicales mais devra y retourner en novembre. Elle se bat au sujet de réquisitions de terrains. En 2011, elle avait été arrêtée pour «incitation à la subversion du pouvoir d'Etat» lors de la répression de la Révolution de Jasmin et détenue 27 jours. (C.H.R.D., 20 mai)
- 13 mai** **Le militant du Henan Zhou Decai a entrepris une grève de la faim pour protester contre son arrestation qu'il estime injustifiée.** Candidat indépendant aux élections locales, il fut arrêté le 28 février, alors qu'il organisait un séminaire sur le droit du travail, en faveur d'ouvriers de l'industrie du tabac dont l'établissement avait été vendu par son propriétaire. (Weiquanwang, 17 mai)
- 13 mai** **Des membres du mouvement Falungong ont déployé des banderoles dans la capitale** (Palais d'été, parc, résidences et voie publique) à l'occasion du vingtième anniversaire du mouvement. Une banderole demandait la mise en jugement des dirigeants qui ont réprimé le plus durement le mouvement, notamment l'ancien chef d'Etat Jiang Zemin et l'ancien ministre de la Sécurité Zhou Yongkang, lié au dirigeant destitué de Chongqing Bo Xilai. (Epoch Times, 17 mai)
- 13 mai** **Détention de la pétitionnaire du Henan Nie Li'na et de sa fille de huit mois.** Il lui serait

reproché d'avoir parlé avec des «éléments étrangers hostiles». La police n'a pas fourni de motifs pour son arrestation. Elle avait déjà séjourné en prison avec sa fille en février, pour son activité au sujet d'un problème foncier, et l'année dernière ce qui avait provoqué un accouchement prématuré. (*Weiquanwang*, 15 mai)

9 mai Arrestation puis envoi le lendemain dans un hôpital psychiatrique de la pétitionnaire de Qingdao (Shandong) qui avait essayé de remettre ses doléances écrites au premier ministre dans une gare de la capitale. Elle avait passé trois cents jours en 2011 dans l'hôpital Maidao de Qingdao, où elle se trouve probablement de nouveau aujourd'hui. (C.H.R.D., 12 mai)

5 mai Arrestation de You Minglei, militant du Fujian et du Jiangxi, pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». Le 27 avril dans une Université du Jiangxi, il avait distribué des tracts exprimant son opposition au pouvoir communiste et demandant la démocratie et le respect des droits de l'homme. (C.H.R.D., 8 mai)

Déb. mai Après vingt-trois ans de détention, le militant du mouvement démocratique de 1989 Li Yujun (45 ans) a recouvré la liberté. Il est assujetti à des surveillances et contrôles pour les huit ans à venir. Il lui est interdit de quitter Beijing, de parler aux médias et d'exprimer des opinions politiques.

Il avait été condamné à mort en janvier 1991 avec deux ans de mise à l'épreuve comme incendiaire pour avoir mis le feu à un char le soir du 3 juin, afin de bloquer son avancée vers la ville. Sa peine avait été ramenée à vingt ans de prison en 1996. Des remises de peine ont permis sa sortie en mai. (*Weiquanwang*, 20 mai)

1 mai Arrestation dans un autobus public de trois militants du Hunan qui projetaient de distribuer des tracts à l'Université de Guangzhou (Guangdong) en faveur des libertés démocratiques et en soutien de cybernautes emprisonnés. Zhang Shengyu, qui s'était vivement opposé à l'intervention de la police, a été accusé d'«incitation à la subversion du pouvoir d'État». Les deux autres militants ont été rapatriés de force au Hunan. (C.H.R.D., 5 mai)

27 avril Le lendemain de l'escapade de Chen Guangcheng, des policiers et des voyous ont escaladé au petit matin un mur et fait irruption dans la maison de son frère ainé Chen Guangfu. Il a été torturé pendant plusieurs heures par la police de Yinan (Shandong) qui voulait savoir comment son frère s'était évadé. Trois semaines plus tard, il restait partiellement paralysé. Le 24 mai, on apprenait qu'il avait fui dans la nuit pour se réfugier dans la capitale. Peu après le même jour, le groupe s'en est pris à son fils, Chen Kegui, neveu de Chen Guangcheng. Ils ont saccagé la maison, détruit des médicaments ; le groupe accuse à présent Chen Kegui de tentative d'homicide pour avoir brandi un couteau dans le dessein de les empêcher d'agir. Arrêté le 9 mai, il risque la peine de mort si la tentative d'homicide est retenue contre lui. Ont été arrêtés en outre fin avril un cousin de Chen Guangcheng et son fils, ainsi qu'un villageois, tous relâchés deux jours plus tard. (*Kyodo*, 18 mai ; C.H.R.D., 16 mai)

25 avril Condamnation à des peines de prison allant de six à quarante-deux mois de six militants du district Xupu (Hunan) pour «trouble à l'ordre de l'unité de travail». Des habitants contraints à déménager avaient bloqué un barrage hydroélectrique en août 2011 parce que le district n'avait pas versé les indemnisations promises. (C.H.R.D., 3 mai)

AVOCATS. APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

21 mai Annonce de la prochaine comparution pour «trahison» de l'ancien chef de la police de Chongqing Wang Linjun. Le procès se tiendra à Chengdu (Sichuan). Wang Lijun s'était réfugié au consulat américain de cette ville le 6 février. Il risque la peine de mort. Mais le tribunal pourrait prendre en compte sa contribution décisive à la destitution du chef du parti à Chongqing Bo Xilai et à l'inculpation

pour meurtre de son épouse. (*South China Morning Post*, 21 mai)

- 21 mai** **Un tribunal de Hangzhou (Zhejiang) a condamné à mort, avec sursis de deux ans de mise à l'épreuve, la femme d'affaires Wu Ying**, une des plus riches du pays. Tous ses biens sont confisqués et elle n'a plus aucun droit civique. Elle était accusée de s'être procuré des fonds destinés à ses entreprises sur des marchés non officiels grâce à des promesses d'intérêts élevés, faute de pouvoir en obtenir auprès des banques. Aucun de ses créanciers ne s'étaient plaint de ses procédés. Nombre d'observateurs soupçonnent qu'elle soit victime de rivalités professionnelles. (*Xinhua*, 21 mai)
- 18 mai** **Ding Xikui et Si Weijiang, les deux avocats appelés par l'épouse du neveu de Chen Guangcheng, Chen Kegui, accusé d'homicide (voir plus haut), ont été récusés par l'administration.** Celle-ci a désigné elle-même les défenseurs de Chen Kegui et assure même que l'accusé le demande, mais sans en fournir la preuve. En 2006, Chen Guangcheng avait été contraint lui aussi de prendre un avocat désigné par les autorités. Auparavant, deux autres avocats, librement choisis par l'épouse, avaient subi divers harcèlements administratifs et l'un d'eux avait été privé de sa licence professionnelle.
Les deux avocats ont écrit une lettre le 22 mai au chef de la Sécurité contestant la légalité de la décision et l'interdiction qui leur est faite de rencontrer leur client. (*Kyodo*, 18 mai ; *C.H.R.D.*, 23 mai)
- 18 mai** **L'état de santé de l'historien Lü Jiaping, condamné le 13 mai 2011 à dix ans de prison pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État», s'est très gravement dégradé.** Âgé de 71 ans, le spécialiste de la Seconde guerre mondiale souffre de multiples maladies graves mais ne peut obtenir de libération pour raisons médicales. Lü avait critiqué vivement l'ancien chef d'Etat Jiang Zemin, ce qui avait conduit à son arrestation en septembre 2010. (*Weiquanwang*, 18 mai)
- 3 mai** **L'avocat Jiang Tianyong, placé en détention après avoir tenté de rencontrer Chen Guangcheng à l'hôpital de Chaoyang dans la capitale, a été frappé à la poitrine et à la tête par un policier** ; celui-ci lui reprochait d'avoir cherché à envoyer des messages à Chen Guangcheng ; l'avocat a perdu une partie du sens auditif.
Le lendemain, la police de la capitale a appréhendé et questionné les avocats Pang Kun (de Shenzhen au Guangdong) et Wang Yu (de Beijing), qui entendaient se charger du dossier de Jiang Tianyong. (*Kyodo* ; *Weiquanwang*, 4 mai)
- 30 avril** **Selon l'avocat Li Zhuang, les autorités ont entrepris de punir les officiers de police impliqués dans l'extorsion d'aveux par la torture** dans la période précédant la destitution de Bo Xilai, chef du parti à Chongqing. Ces policiers sont invités à exposer leurs méfaits, commis notamment lors de la lutte menée contre les gangs de la triade. Plusieurs dizaines d'individus, policiers, procureurs ou juges, seraient déjà sous les verrous.
Li Zhuang lui-même a été victime d'abus de pouvoir. Accusé en février 2010 de fabriquer des preuves alors qu'il défendait le chef de gang Gong Gangmo, il avait été incarcéré et privé de sa licence professionnelle. Il est sorti de prison en juin 2011 seulement.
L'avocat Zhu Minyong, qui assistait à la conférence donnée à Xi'an par Li Zhuang, a dû s'enfuir et passer dans la clandestinité après avoir posté sur l'Internet une vidéo montrant les blessures toute fraîches de son client (exécuté depuis). La police l'aurait assuré récemment qu'il n'avait plus rien à craindre. (*South China Morning Post*, 30 avril)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL. ÉLECTIONS SYNDICALES.

- 28 mai** **Après la mort d'un jeune ouvrier migrant, frappé à la tête par son employeur, cinq à six cents migrants se sont rassemblés devant les bâtiments municipaux de Rui'an**, près de Wenzhou (Zhejiang) ; ils ont forcé les grilles et endommagé une douzaine de véhicules. Le jeune

ouvrier, décédé l'avant veille de ses blessures, avait eu le 12 mai une altercation violente avec son patron – un fabriquant de sacs – auquel il demandait le versement de son salaire. La police de Wenzhou est venue disperser les manifestants. (Xinhua, 28 mai)

27 mai **Une élection syndicale libre s'est déroulée dans l'usine d'électronique Omron de Shenzhen (Guangdong).** Quatorze candidats se présentaient, pour la plupart des ouvriers travaillant sur les chaînes de production. Ce scrutin inhabituel s'explique par la grève survenue deux mois plus tôt, par laquelle les salariés demandaient un relèvement des rémunérations et un syndicat plus représentatif. Le chef des syndicats de Shenzhen a promis qu'il y aurait d'autres consultations électorales libres. (C.L.B., 28 mai)

23 mai **Une ouvrière affectée au nettoiement des rues de Harbin (Heilongjiang) a souffert en février d'un choc cérébral pendant son travail** qui a provoqué une hémorragie. Elle est restée gravement handicapée. Le régime d'assurance du travail a refusé de la prendre en charge au titre des accidents du travail du fait qu'elle n'était pas morte dans les deux jours de l'accident. Les amis de l'ouvrière font valoir que l'accident est survenu pendant des heures supplémentaires dépassant largement l'horaire officiel et que la tension au travail peut avoir contribué au choc cérébral. L'affaire a suscité un vif débat dans les milieux syndicaux et dans la presse. (C.L.B., 23 mai)

15 - 20 mai **Cinq jours de grève des chauffeurs routiers à Nanchang (Guangxi),** en réponse à la diminution des salaires. Les routes et l'accès aux dépôts de camions ont été bloqués après l'arrestation de six des chefs de file. (Oriental Daily, 22 mai)

9 mai **Un millier d'ouvriers migrants ont protesté devant les bâtiments gouvernementaux de Kafang,** dans la préfecture autonome Hani et Yi (Yunnan, près de la frontière vietnamienne) contre la fermeture d'une exploitation minière à la suite de plaintes vietnamiennes concernant la pollution engendrée par les métaux lourds. (Molihua, 13 mai)

7 mai **Trois mille ouvriers de l'usine de construction automobile Hongta de Qujing (Yunnan) ont manifesté contre les transferts de fonds illégaux** et les ventes d'équipements pratiqués par la direction dans son intérêt personnel, alors que les fonds manquent pour assurer le fonctionnement normal de l'usine, à présent déficitaire. Ils demandaient aussi un relèvement des salaires inchangés depuis dix ans. (Molihua, 8 mai ; Want China, 11 mai)

1 mai **Grève pendant au moins trois jours à Lanzhou (Gansu) de six mille chauffeurs de taxi,** pour protester contre l'augmentation du prix des carburants et du loyer des véhicules. (Epoch Times, 4 mai)

28-30 avril **Des milliers d'ouvriers retraités ont fait le siège du gouvernement provincial à Harbin (Heilongjiang) pour demander un relèvement des pensions.** Certaines banderoles requerraient le départ du gouverneur provincial. (C.H.R.D., 1 mai)

CONFLITS DE MASSE. ENVIRONNEMENT. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

18 mai **Un millier de villageois de l'agglomération de Wangli, près de Wenzhou (Zhejiang) auraient affronté la police,** les fonctionnaires et les ouvriers du chantier de démolition lors de la destruction d'une usine textile déclarée illégale. Les autorités souhaitent construire une unité résidentielle. (New Tang Dynasty TV, 20 mai)

17 mai **Lors de la démolition de sa maison, une femme du district de Dejiang (Guizhou) a poignardé un fonctionnaire.** Celui-ci est mort à l'hôpital. (B.B.C., 23 mai)

- 16 mai** **Un villageois de Rongliu, district de Lingchuan (Guangxi) a tué un fonctionnaire de l'aménagement avec sa faux.** Les paysans qui rejettent les indemnisations proposées, ont empêché le travail des excavateurs sur le site de construction et ont détruit plusieurs équipements. (*Boxun, 21 mai*)
- 15 mai** **Lors d'une réunion-débat sur la réquisition de terrains, la police a frappé et expulsé plusieurs centaines de paysans** venus trois villages du district de Xindian, près de Fuzhou (Fujian) et qui voulaient se plaindre de la perte de leurs terres. Les villageois avaient entrepris plusieurs démarches à Beijing pour exposer leurs doléances, mais sans succès. (*R.F.A., 15 mai*)
- 12 mai** **Les villageois de Shuangjiezheng, près de Tianjin, ont tué leur chef de village, son beau-frère et son neveu** et ils ont blessé leurs partisans lors d'une campagne électorale. Ils voulaient se défaire de leur maire après des acquisitions illégales de terrain et l'ont attaqué après l'envoi par celui-ci d'une bande de voyous chez les candidats rivaux pour les contraindre à se retirer du scrutin. (*Boxun, 21 mai*)
- 11 mai** **Des paysans du district de Wuming, dans la zone d'investissement de Nanning (Guangxi), ont chassé plus de cent cinquante ouvriers et aménageurs** venus détruire trois maisons pour lesquelles n'avait été versée aucune indemnité. (*Molihua, 16 mai*)
- 11 mai** **Des bagarres opposant des paysans à des personnels administratifs armés ont fait un mort et quarante blessés** dans le village de Dongjinggong, district de Xianyou (Fujian). Les villageois accusent les autorités de réquisitionner des terres pour les revendre avec gros profits à des aménageurs fonciers. (*C.H.R.D., 13 mai*)
- 10 mai** **L'explosion d'une bombe dans un bureau de démolition d'immeubles a fait quatre morts** – dont le porteur de bombe et un fonctionnaire - et seize blessés à Baogunao, district de Qiaojia (Yunnan). La police affirme qu'il s'agit d'une vengeance personnelle. (*Xinhua, 11 mai*)
- 2 mai** **Plus de mille villageois du district de Luyi (Henan) ont porté jusqu'au siège du gouvernement local le cercueil d'un homme de 73 ans tué en résistant à une démolition forcée.** Ils ont forcé l'entrée du bâtiment. (*Centre d'information pour les Droits de l'Homme et la démocratie, 2 mai*)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 27 mai** **Deux Tibétains se sont suicidés par le feu dans une rue commerçante de Lhassa.** L'un des deux est mort à l'hôpital. Jusqu'à présent, les suicides étaient survenus hors de la capitale de la région autonome et, le plus souvent, hors de la région, au Gansu, au Qinghai et au Sichuan.
- 11 mai** **Lancement d'un nouveau mouvement de «rééducation patriotique» et d'«éducation civique» à destination des monastères tibétains** Au second semestre de 2011, les autorités de la région autonome avait diffusé une sélection de «monastères modèles» et de «moines patriotiques et d'esprit avancé». L'objectif est «d'amener le bouddhisme tibétain à s'adapter à la société socialiste» et de «résister à l'infiltration et au sabotage de la clique du dalai lama». (*Centre tibétain pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, 17 mai*)
- 26 avril** **Les autorités du Sichuan imposent l'enregistrement avant la fin mai de toutes les organisations non gouvernementales de la région de Ganzi (Kardze)** ou leur dissolution si elles ne répondent pas aux normes officielles. Cette mesure s'explique par la multiplication des associations locales d'origine tibétaines dont le champ d'action s'étend aux questions religieuses, à l'entraide sociale, à l'environnement, à l'éducation notamment. Déjà plusieurs organisations ont dû cesser leurs activités

parce que déclarées illégales ; certains de leurs dirigeants se trouvent en détention. (*Centre tibétain pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, 2 mai*)

- 26 avril** **Un tribunal de la préfecture de Ganzi (Kardze) au Sichuan a condamné seize Tibétains, moines et laïcs, à sept peines de prison lourdes** – dont une, à vie – et à d'autres allant de vingt mois à trois ans d'incarcération. A une date inconnue, le même tribunal a infligé à sept Tibétains des peines allant de dix à treize ans de prison. Les chefs de condamnation sont imprécis : «incitation au désordre social», «destruction de biens publics» ; elles se rapportent aux manifestations qui se sont déroulées en janvier dans le district de Luhuo (Drango), situé dans la même préfecture. (*Centre tibétain pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, 1 mai ; C.H.R.D., 9 mai*)

QUESTION OUIGHOURE

- 17 mai** **Réélection à Tokyo et pour un mandat de trois ans de Rebiya Kader à la tête du Congrès mondial ouighour.** Elle préside cette organisation indépendantiste depuis 2006. Le mécontentement chinois causé par la tenue au Japon de cette réunion explique probablement l'annulation de la rencontre de Hu Jintao avec le premier ministre nippon prévue pour le 14 mai. Le 8 mai, l'ambassadeur de Chine à Tokyo avait adressé une centaine de lettres aux députés japonais pour leur demander de s'abstenir de tout contact avec les délégués ouighours. (*Kyodo, 17 mai*)

QUESTION MONGOLE

- 26 avril** **Condamnation à deux ans de rééducation par le travail du militant pour les droits de la défense et contre la corruption Ma Liangfu pour «fraude».** Il aurait incité des bergers à se rendre à Beijing pour pétitionner ; en décembre 2011, il aurait constitué au Hebei une Alliance contre la corruption «illégale». La fondation d'un organisme du même nom en 1999 lui avait alors valu d'être battu par des voyous liés aux autorités ; il y avait perdu un œil. (*C.H.R.D., 14 mai*)

HONGKONG-MACAO

- 1 mai** **Un journaliste du South China Morning Post de Hongkong n'a pu entrer à Macao.** Il venait faire un reportage sur une manifestation. De telles interdictions ont eu lieu au cours des dernières années. Elles contreviennent au principe de liberté de la presse garanti par les statuts spéciaux accordés à Macao et à Hongkong lors du transfert d'autorité à la Chine populaire. (*South China Morning Post, 3 mai*)

HORS DU TERRITOIRE

- 26 mai** **Le ministère de la Défense de Taiwan affirme être au courant de la construction d'une nouvelle base militaire aérienne dans la province du Fujian,** en zone montagneuse. L'aéroport se trouve à 245 km de Taipei; à 380 km de l'archipel des Diaoyutai disputé au Japon et à 200 km d'un champ pétrolifère sous-marin en mer de Chine orientale. Il est aménagé pour recevoir des avions d'attaque, avec ou sans pilotes, ainsi que des fusées antiaériennes. (*Central News Agency, 26 mai*)

- 16 mai** **Début d'une suspension pour deux mois et demi des opérations de pêche dans la mer de Chine méridionale.** La décision vise officiellement à reconstituer les ressources maritimes. A Hainan, près de neuf mille bateaux sont immobilisés et plus de 35.000 personnes se trouvent inoccupées. Les zones de pêche concernées se trouvent pour l'essentiel près des îles Nansha, revendiquées par le Vietnam mais aussi les hauts fonds Huangyan-Scarborough, objets de dispute avec les Philippines. Deux

bâtiments de surveillance chinois ont été dépêchés vers la zone. (*Philippine Star*, 15 mai ; *Xinhua*, 16 mai)

14 mai **Confirmation de l'arrestation à Dalian le 31 mars du Sud-Coréen Kim Young Hwan**, militant pour des Droits de l'Homme en Corée du Nord. Un Comité s'est constitué dans son pays pour obtenir sa libération. Trois autres Coréen du Sud seraient incarcérés dans la même ville. Les prisonniers n'ont de contact ni avec leur consulat, ni avec des avocats. (*Daily NK Seoul*, 14 mai)

7-13 mai **Six Coréens fuyant le territoire du Nord sont arrivés à Séoul.** Ils se cachaient dans les missions diplomatiques sudistes de Shenyang et de Shanghai. Quatre autres avaient regagné la Corée du Sud au mois d'avril. L'acceptation du transfert semble liée à l'attention internationale portée sur le sort des réfugiés du Nord hébergés en Chine dans la clandestinité. (*Chosun Ilbo*, 17 mai)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

25 mai Selon le vice-ministre de la Santé, sept cents millions de personnes en activité sont à présent dans un état inférieur à la norme ou souffrent de maladies chroniques. Les régions éloignées et pauvres sont frappées par des épidémies et les ressources médicales y sont insuffisantes. Au total, la Chine est touchée à la fois par la pathologie des pays riches et par celle des zones sous-développées. (*Xinhua*, 25 mai)

22 mai Selon le ministère de l'Éducation, 302.099 écoles primaires ont été fermées en milieu rural de 1997 à 2010, soit 81,3% du total des fermetures d'établissements primaires du pays. En 2000, il existait 440.284 écoles primaires ; elles n'étaient plus 210.894 en 2010. Les frais scolaires ont augmenté et le trajet vers l'école s'est allongé. Le ministère envisage de modifier sa politique de suppression des établissements. (*Xinhua*, 22 mai)

17 mai Parmi les cinquante-six minorités nationales, vingt-huit comptent moins de 300.000 individus et leur population totale s'élève à 1,69 million de personnes. (*Xinhua*, 17 mai)

10 mai Avant la fin 2015, la Chine mettra sur pied vingt-cinq à trente centres culturels à l'étranger. Elle disposera à cette date de 3.500 musées de statut national, dont 2.500 d'entrée libre. (*Xinhua*, 10 mai)

9 mai Selon la Compagnie pour le pétrole offshore, la Mer de Chine méridionale dispose de 23 à 30 milliards de tonnes d'huile et de 16.000 milliards de m³ de gaz naturel, soit un tiers des ressources du pays en ce domaine. Elle pourrait devenir la quatrième région de production mondiale pour le forage en eaux profondes. (*Xinhua*, 9 mai)

8 mai Selon le ministère de la Santé, un million et demi d'individus attendent une transplantation d'organes alors qu'il ne s'en pratique chaque année que dix mille environ. Cet écart explique le succès du marché clandestin des organes. (*Xinhua*, 8 mai)

30 avril La fortune détenue par les soixante-dix plus riches délégués à l'Assemblée nationale chinoise atteint 90 milliards de dollars en 2011, en progression de 11,5 milliards. Cette somme dépasse de loin les 7,5 milliards de dollars possédés par les 660 officiels principaux du gouvernement américain. Les chiffres sont issus du Rapport Hurun sur la fortune en Chine. (*South China Morning Post*, 30 avril)

29 avril Selon le Bureau des devises étrangères, les profits retirés de l'investissement étranger (return on foreign investment) ont atteint un record en 2011 (augmentation de 32%) pour atteindre 128 milliards de dollars. Le communiqué ne dit pas comment ce chiffre est obtenu. (*Xinhua*, 29 avril)

BIBLIOGRAPHIE

- **HUMAN RIGHTS AND DEMOCRACY : THE 2011 FOREIGN & COMMONWEALTH OFFICE REPORT.** Avril 2012. 388 p. Sur la Chine (y compris Tibet, Xinjiang, Hongkong) voir pp.192-204.Accessible sur le site : www.fco.gov.uk en format PDF
- **ANNUAL REPORT TO CONGRESS : MILITARY AND SECURITY DEVELOPMENTS INVOLVING THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA 2012.** Mai 2012. 43 p. Accessible sur le site : http://www.bespacific.com/mt/archives/cat_government_documents.html, en format PDF
- **A DECADE OF CHANGE : THE WORKERS' MOUVEMENT IN CHINA 2000-2010.** China Labour Bulletin. Mars 2012. 24 p.Accessible sur le site : <http://www.clb.org.hk/en/research-reports> en format PDF

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

**MILITANTS DU MOUVEMENT DE 1989
ACTUELLEMENT EN DÉTENTION
OU DÉTENUS EN 2011-2012.**

(mise à jour mai 2012)

I. Les condamnés a de longues peines non libérés a la date du 1 janvier 2012.

1) Quatre détenus restes incarcérés depuis 1989 (Renseignements datant de mai 2009 ; cette liste est vraisemblablement incomplète et appelle une mise à jour)

- Zhu Gengsheng. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution, puis à l'emprisonnement à vie puis à vingt ans de prison. Il était monté sur un char de l'armée en brandissant un drapeau. Son père est mort de persécution pendant la Révolution culturelle. Fin de peine : 19 avril 2013. (Célibataire, 47 ans environ)
- Yang Pu. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution comme incendiaire puis à un emprisonnement de longue durée. Il souffre de tuberculose osseuse. Fin de peine : 24 octobre 2012. (Environ 47 ans)
- Jiang Yaqun. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution comme incendiaire puis à un emprisonnement de longue durée. Fin de peine : 23 octobre 2014. (Environ 72 ans)
- Miao Deshun. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution comme incendiaire puis, en 1997, à un emprisonnement de vingt ans. A obstinément refusé de «confesser ses crimes» malgré les tortures subies à l'électricité. Fin de peine : 15 septembre 2018. (Environ 47 ans)

2) Un détenu incarcéré depuis 1989 et libéré en mai 2012.

- Li Yujun. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution pour avoir mis le feu à un tank au soir du 3 juin, puis à l'emprisonnement à vie puis à vingt ans de prison en 1996. Sortie de prison début mai 2012, suite à des remises de peine. (Célibataire, 45 ans environ)

3) Cinq militants ouvriers emprisonnés.

- Li Wangyang, ouvrier de cimenterie. Condamné à treize ans de prison en 1989 pour «incitation à la propagande contre-révolutionnaire» après avoir voulu fonder une fédération ouvrière autonome. Libéré pour raison médicale en 1996 et emprisonné de nouveau en 1997. Condamné en 2001 à dix ans de prison à Shaoyang (Hunan) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État».
- Liu Jian, ouvrier d'une usine de construction électrique. Condamné à la prison à vie en octobre 1989 après saccage du domicile du chef de la police. Toujours incarcéré.
- She Wanbao, employé de banque et militant ouvrier du Sichuan. Condamné à quatre ans de prison le 3 novembre 1989 pour incitation et propagande contre-révolutionnaires. Puis à douze ans le 4 août 1999 pour «subversion du pouvoir d'État». Vraisemblablement remis en liberté au début de 2011 et de nouveau détenu à partir de février.
- Wang Miaogen, manœuvre de Shanghai. Condamné à deux ans et demi de prison sans procès en 1989 pour avoir organisé une fédération autonome des travailleurs de Shanghai. Détenu depuis dans l'Institut psychiatrique An-kang de Shanghai comme «criminel dangereux au point de vue mental».
- Zhu Fangming, ouvrier d'une fabrique de farine de Hengyang (Hunan) et cofondateur d'une fédération autonome des ouvriers de Hengyang. Arrêté en juin 1989 alors qu'il protestait contre la répression et condamné en décembre 1989) à la prison à vie.

2. Militants de 1989 condamnés, puis relachés et de nouveau condamnés.

1) Privés de liberté pour avoir appelé a soutenir la révolution de jasmin (février-mars 2011)

- Chen Wei. Arrêté le 20 février 2011 à Suining (Sichuan) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» et condamné le 23 décembre 2011 à neuf ans d'incarcération. Incarcéré jusqu'à janvier 1991 pour sa participation au mouvement, il fut de nouveau arrêté en mai 1992 et condamné à cinq ans de prison pour avoir célébré l'anniversaire du 4 juin et avoir organisé un parti politique.



2) Privés de liberté pour avoir appelé à soutenir la révolution de jasmin (février-mars 2011) puis remis en liberté.

- Ding Mao, chef d'entreprise. Arrêté le 19 février 2011 à Minyang (Sichuan) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». Relâché le 1er décembre et placé pour six mois en résidence surveillée. Condamné en 1989 à un an de prison pour sa participation au mouvement démocratique à Lanzhou (Gansu) ; puis à sept ans de détention en 1992 pour organisation d'un parti social-démocrate.
- Wang Lihong, militante démocrate de Beijing et ancienne doctoresse. Arrêtée pour «création de trouble» le 21 mars 2011 et condamnée en septembre à neuf mois de prison. Libérée le 20 décembre 2011. Elle avait rejoint le mouvement démocratique en 1989 et avait dû abandonner son poste de fonctionnaire en 1991.
- Li Hai, militant de Beijing (district de Chaoyang), arrêté le 26 février 2011 pour «création de troubles» relâché sous caution le 6 avril suivant et en attente de jugement. Un des étudiants de l'Université de Beijing les plus en vue dans le mouvement de 1989 ; il fut chassé de l'Université et fut incarcéré sept mois. En 1995, il fut condamné à neuf ans de prison pour ses activités dans le mouvement démocratique et pour son action en faveur des victimes du massacre de 1989.
- Mo Jianggang, militant des droits de l'homme de Guiyang (Guizhou), arrêté vers le 6 mars 2011, relâché le 18 du même mois. Il avait été détenu pour sa participation à Beijing au mouvement de 1989 mais les détails font défaut à ce sujet. Il est une de figures marquantes parmi les démocrates du Guizhou.

3) Condamnations des trois dernières années

- Liu Xianbin. Condamné le 25 mars à dix ans de prison pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» suite à ses enquêtes sur les responsabilités publiques dans la catastrophe du tremblement de terre du Sichuan. Emprisonné en 1991 (répression du mouvement de Tiananmen) puis en 1999, suite à la création du parti démocrate.
- Liu Xiaobo, écrivain et politologue, Prix Nobel de la Paix (8 octobre 2010). Arrêté le 8 décembre 2008, deux jours avant la diffusion de la Charte 08 et condamné le 25 décembre 2009 à onze ans de prison pour «subversion du pouvoir d'État». Initiateur d'une grève de la faim sur la place Tiananmen le 2 juin 1989, arrêté le 6 juin et jusqu'au 1er janvier 1991. Nouvelle détention du 18 mai 1995 au 1er janvier 1996, puis du 8 octobre 1996 à octobre 1999.

(Sources : Duihua News, 12 mai 2009 ; Sun Liyong, Support Network for the Persecuted in China 5 mai 2009 ; Bulletin mensuel du groupe Chine de la Ligue des Droits de l'Homme ; China Human Rights Defenders, 10 mai 2012)

APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication qui devient essentiel ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».